ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

contrats première embauche

Question au Gouvernement n° 2632

Texte de la question

CPE

M. le président. La parole est à M. Manuel Valls, pour le groupe socialiste.

M. Manuel Valls. Monsieur le Premier ministre, je veux, à mon tour, après François Hollande, vous interroger avec gravité et esprit de responsabilité. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Le pays est en crise. Cette crise dure, elle est profonde. Personne ne peut s'en satisfaire. Nous avons le sentiment, sur tous les bancs, d'un énorme gâchis dont vous, votre gouvernement et l'ensemble de votre majorité portez la responsabilité.

M. Jean-Claude Thomas. Pompier pyromane !

M. Manuel Valls. Que certains puissent penser que 3 millions de personnes descendent dans la rue à la suite de telle ou telle manipulation montre bien votre aveuglement.

Cette crise sociale et politique ne peut pas durer car elle est catastrophique pour l'image de la France à l'étranger et dangereuse pour notre économie. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Elle porte les germes d'une logique d'affrontement avec la jeunesse de ce pays, que vous avez voulue, que vous privilégiez.

À l'explosion de violence qui a secoué le pays et nos quartiers populaires - dont je suis un élu - en octobre et en novembre, il fallait répondre par un projet porteur d'espoir ; à trente ans de ségrégation territoriale, sociale ou ethnique, il fallait opposer une perspective juste, une véritable égalité des chances.

À la violence de cet automne, vous avez répondu par la violence sociale, offrant comme seule perspective à la jeunesse l'apprentissage à quatorze ans et la précarité symbolisée par le CPE. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Menteur !

M. Manuel Valls. Et c'est une forme de violence politique que vous nous opposez, en refusant le dialogue social, en méprisant le Parlement, en n'écoutant pas ce peuple que vous ne connaissez pas. *(Vives protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Scandaleux ! Indécent !

M. Jean Leonetti. Nous représentons le peuple ! Nous sommes majoritaires !

M. Manuel Valls. Votre méthode, monsieur le Premier ministre, qui n'est, pour reprendre vos mots, ni digne, ni responsable, dévalorise, par un entêtement poussé jusqu'à l'absurde, l'idée même de réforme, porte atteinte à l'action et à la parole politiques, et approfondit notre crise politique et civique. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* La politique, ce n'est pas choisir entre tenir coûte que coûte - pour satisfaire les exigences de votre ambition et de la rivalité indécente qui vous oppose au sommet du pouvoir à votre ministre de l'intérieur - ou manger son chapeau. Dans ces moments de crise, faire de la politique, gouverner, c'est privilégier l'intérêt général,...

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Qu'il remballe ses leçons et qu'il pose sa question !

M. le président. Monsieur Valls, posez votre question, s'il vous plaît.

M. Manuel Valls. ...c'est tendre la main à la jeunesse de ce pays, c'est renouer le fil du dialogue social

(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire), ...
M. le président. Monsieur Valls, posez votre question.
M. Manuel Valls. ...c'est accepter que le Parlement redevienne le lieu du débat politique. Pour cela, monsieur le Premier ministre, retirez le CPE. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*
M. le président. La parole est à M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*
M. Renaud Dutreil, *ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales.* Monsieur le député, vous ne faites pas de la politique comme les Français souhaitent que nous en fassions : vous faites de l'opposition entêtée, stérile, répétitive, et nous connaissons par coeur vos postures. *(Brouhaha sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)* Nous essayons, nous, de trouver des solutions concrètes, adaptées à des jeunes qui ont besoin d'une économie beaucoup plus moderne que celle que vous leur avez laissée. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)* Plutôt que de nous infliger avec arrogance vos sempiternelles leçons, je vous invite à comparer, en termes de précarité, la solution que vous aviez trouvée en 1997 : un contrat à durée déterminé de cinq ans...
Un député du groupe socialiste. Cinq ans, n'est-ce rien ?
M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales. ... qui n'offrait aucun débouché, aucune sécurité, aucun droit, aucune perspective *(Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste), ...*
M. Augustin Bonrepaux. Vous mentez !
M. Dominique Strauss-Kahn. Vous êtes risible !
M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales. ...je vous invite à comparer votre CDD de 1997 avec les sécurités que nous apportons aujourd'hui aux jeunes *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste)* : un vrai droit à la formation au bout d'un mois, une véritable indemnité de rupture, une véritable allocation chômage, des droits sociaux.
Plusieurs députés du groupe socialiste. Mensonges !
M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales. Vous avez combattu toutes les solutions que nous avons apportées. Alors qu'aujourd'hui la preuve est faite qu'elles fonctionnent, vous vous entêtez dans une opposition systématique. L'apprentissage, ça marche ; le CNE, aujourd'hui, ça marche. *(Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*
Un député du groupe des député-e-s communistes et républicains. Dans ce cas pourquoi un tel contentieux aux prud'hommes ?
M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales. Allez donc, monsieur Valls, écouter les jeunes dans vos permanences : vous verrez qu'entre la précarité que vous leur avez laissée et les solutions innovantes que nous proposons, ils n'hésitent pas un seul instant. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Données clés

Auteur : M. Manuel Valls
Circonscription : Essonne (1re circonscription) - Socialiste
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2632
Rubrique : Emploi
Ministère interrogé : PME, commerce, artisanat et professions libérales
Ministère attributaire : PME, commerce, artisanat et professions libérales

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 30 mars 2006
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 mars 2006